



Biafra – Cambodge

Un génocide et une famine fabriqués

Rony Brauman

Communication au colloque international "Face aux crises extrêmes"
Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Lille, 21-22 octobre 2004

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Biafra – Cambodge : un génocide et une famine fabriqués

Cambodge, janvier 1979 : au terme d'une offensive éclair, l'armée vietnamienne chasse les Khmers rouges du pouvoir et installe à Phnom Penh un gouvernement à sa dévotion. Le régime du « Kampuchea démocratique » est renversé quasiment sans coup férir, mais les troupes khmers rouges vont bientôt se réorganiser et opposer une résistance militaire à la progression de l'armée vietnamienne vers l'Ouest et le Nord du pays. (Tout au long des années 80, ils parviendront à conserver leurs bastions dans ces régions.)

Jusqu'en 1978, malgré la fermeture totale du pays et en dépit d'ouvrages attestant la réalité de ce régime de terreur (notamment *Cambodge année zéro*, de François Ponchaud), les Khmers rouges bénéficiaient encore d'un crédit de sympathie dans les courants tiers-mondistes de l'opinion et des ONG. Ce crédit décroissait à mesure que les témoignages sur les atrocités commises par l'« Angkar » se diffusaient à partir des camps de réfugiés et il était à peu près épuisé au moment de l'entrée du Vietnam dans le pays. Pour des raisons évidentes, les envahisseurs furent perçus comme des libérateurs, sur place et dans le monde (à l'exception notable des gouvernements des pays de l'ASEAN¹, qui y voyaient une expansion menaçante de la zone d'influence de Hanoi).

Je travaillais alors en Thaïlande, dans un camp de réfugiés établi à la frontière khméro-thaïlandaise en 1976 pour accueillir des Cambodgiens fuyant le régime de Pol Pot. J'ai pu immédiatement constater le soulagement avec lequel ils ont reçu la nouvelle de la mise en déroute des Khmers rouges. Au fil des mois de cette année 79, cependant, j'ai vu l'inquiétude poindre à mesure que de nouvelles informations venues du pays par des réseaux privés (familles, relations) parvenaient dans le camp. On parlait d'exactions et de pillages commis par l'armée vietnamienne, on attendait de nouveaux passages de réfugiés. Lors d'une brève « mission exploratoire » faite par MSF au Cambodge à l'été 79, une confirmation partielle de ces faits a été apportée, l'équipe médicale étant restée sous un contrôle de tous les instants de la part des autorités et n'ayant pu effectuer que des « visites guidées ».

C'est à cette période que des rumeurs de famine commencèrent à circuler dans les milieux de l'aide internationale et de la presse. Aucune information précise ne venait

¹ A l'époque composée des pays suivants : Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie et Brunéi.

étayer ces rumeurs, mais la multiplication des récits en provenance du Cambodge sur les destructions commises par les Khmers rouges suffisait à leur donner valeur de témoignage : déplacements massifs de population, collectivisation forcée, destruction des infrastructures agricoles, tout concourait à rendre hautement probable une grave pénurie alimentaire à laquelle ne pouvait remédier l'aide internationale encore insuffisante. Cette « probabilité » était encore amplifiée par les combats qui opposaient, dans l'Est et le Nord du pays, les troupes vietnamiennes aux Khmers rouges en déroute.

Dans le contexte de la guerre froide, le débat sur la situation du Cambodge se chargeait de considérations étrangères aux réalités locales. Si tout le monde reconnaissait désormais le désastre qu'avait été le régime khmer rouge, la nature du nouveau gouvernement continuait de diviser commentateurs et témoins selon la ligne de partage dominante du moment. Ainsi, dans le milieu des ONG, Oxfam prit la tête d'une coalition visant à obtenir la reconnaissance diplomatique du nouveau régime afin de permettre de hisser l'aide d'urgence au niveau requis. Le gouvernement Hun Sen, mis en place par les Vietnamiens, n'était en effet reconnu que par les alliés de l'Union soviétique, et la représentation du Cambodge dans les instances internationales était encore assurée par les Khmers rouges. Cette situation était décrite, non sans raison, comme un facteur de blocage de l'aide, humainement catastrophique dans de telles circonstances. Pour d'autres, et notamment pour MSF qui était encore une petite ONG à cette époque, le gouvernement de Hun Sen n'était pas une solution, mais une partie du problème. Les témoignages de réfugiés, là où se trouvaient des équipes de MSF, allaient dans ce sens.

Les positions antagonistes allaient encore se radicaliser avec l'arrivée des réfugiés cambodgiens fuyant la guerre. En octobre 79, après des mois d'errance et après avoir été longtemps bloqués par le refus de l'armée thaï, 30.000 réfugiés franchirent la frontière thaïlandaise. Leur état était catastrophique, des milliers d'entre eux périrent dans les jours suivant leur arrivée. Les scènes de désolation et d'agonie filmées dans le no man's land où ils avaient été admis firent l'ouverture des journaux télévisés dans le monde. Elles constituaient la preuve de la famine qui ravageait le Cambodge. Chacun était convaincu que ces mourants étaient à l'image du pays entier. S'il y avait unanimité sur la réalité de cette famine, l'interprétation de cette réalité opposait les observateurs et les acteurs.

Soutenu par des ONG, l'Unicef et une partie de la presse, le gouvernement cambodgien lançait des appels pressants à la communauté internationale pour amplifier l'aide et l'acheminer par les canaux officiels via Phnom Penh. Enfin reconnue, la famine devenait une précieuse ressource politique et matérielle pour un régime fragile en même temps qu'un levier de mobilisation pour des ONG humanitaires en campagne. Il s'agissait, si l'on ose dire, de ne pas laisser le Cambodge mourir une seconde fois.

D'autres ONG, en particulier MSF, militaient pour une aide directe sous contrôle international parce qu'elles estimaient que l'urgence imposait de court-circuiter les canaux habituels afin de déployer un dispositif de distribution de vivres sur les lieux de la famine. J'étais à la frontière du Cambodge lors de l'arrivée des réfugiés en octobre 79 et, choqué par le spectacle effrayant de cette population à l'agonie, j'étais profondément convaincu de la réalité de cette urgence vitale. Pour les responsables de MSF, ces réfugiés n'étaient que le « sommet de l'iceberg » et donnaient une image fidèle de l'état du reste de la population. C'est dans le but de forcer symboliquement les barrages opposés par le pouvoir de Phnom Penh que nous avons organisé, en février 80, une « Marche pour la Survie du Cambodge » à la frontière de ce pays. Le dossier que nous avons constitué pour rassembler les bonnes volontés évoquait explicitement un génocide en cours.

En fait, nous nous trompions. Ces réfugiés ne représentaient pas l'ensemble de la population cambodgienne. Si leur état était catastrophique, c'est parce qu'ils avaient été utilisés comme main d'œuvre servile par les troupes khmères rouges durant des mois, lors de la longue traque de celles-ci par l'armée vietnamienne. Pendant des mois, ils avaient survécu dans la forêt en se nourrissant de racines et de petits animaux. La majorité de la population, en dehors des zones de conflit, s'était repliée dans une économie de subsistance rendue possible par une terre suffisamment fertile et bien arrosée, en dépit des destructions d'infrastructures dues à la guerre.

Nous avons tous, cependant, de bonnes raisons de croire à l'existence de cette famine. L'enchaînement catastrophique des guerres et des tyrannies pendant la décennie 70 ainsi que la situation des réfugiés à la frontière rendaient la catastrophe hautement plausible. Les cadres mentaux de la guerre froide en faisaient un événement non seulement probable sur le plan pratique, mais utile sur le plan politique, que ce soit pour exposer le désastre du communisme, que ce soit pour justifier l'aide à un régime communiste. La réalité de la famine constituait donc un

point de ralliement à partir duquel étaient prises des positions pratiques contradictoires, elles-mêmes sous-tendues par des visions politiques opposées.

MSF n'a pas pu pénétrer dans le pays avant 1989 et n'a donc jamais pu vérifier le bien-fondé de ses affirmations. Oxfam, chef de file des défenseurs du régime de Phnom Penh, était « sur le terrain. » Les responsables de cette ONG n'ont compris que tardivement, au printemps 1980, qu'il n'y avait pas de famine dans le pays. Mais il était trop tard : une grande campagne de collecte de fonds était déjà lancée et il n'était plus possible de revenir sur les déclarations et les récits alarmistes qui en constituaient le ressort². Ce n'est qu'à ce moment que la croyance a laissé place à la propagande. Quelques rares journalistes (en particulier de la BBC TV) ont mis en question les appels à l'aide d'urgence après avoir cherché, en vain, les traces de cette famine. Mais leurs enquêtes n'ont pas réellement troublé les campagnes de « sensibilisation » en cours, tant était fort le besoin de « faire quelque chose » pour cette population longtemps abandonnée à un régime de terreur.

Biafra

Pour MSF, tout juste sorti à cette époque d'une querelle de succession, la « Marche pour la survie du Cambodge » fut un événement (re)fondateur, car au-delà de ses raisons immédiates, cette mobilisation démontrait également la volonté de la nouvelle équipe de reprendre le flambeau du « témoignage », à l'instar des fondateurs de l'association. C'est en effet à la dénonciation par ceux-ci du « génocide du Biafra » et à l'abandon de l'obligation de silence que nous nous référerions. Pourtant, de même que, dans le cas du Cambodge, nous avons témoigné d'une famine inexistante, de même, dans celui du Biafra, c'est sur une fabrication propagandiste que nos prédécesseurs s'étaient fondés pour dénoncer un génocide.

En juillet 1967, une guerre d'indépendance éclatait au Nigéria, comparable à celle du Katanga qui venait de se terminer au Congo, devenu le Zaïre à la suite de ce conflit. Dès 1964-65, sur fond de tensions régionales et sociales apparaissaient des violences ethniques dirigées notamment contre les Ibos, originaires du Biafra, la province Sud Est du pays (14 millions d'habitants). Une tentative sanglante de coup d'Etat, conduite par des officiers ibos en janvier 1966, déclencha des massacres

² Voir Maggie Black, « A cause for our times, Oxfam the first 50 years », Oxfam Publications, 1992.

contre ceux-ci, majoritairement chrétiens, massacres à la suite desquels des milliers d'entre eux retournèrent vers le Biafra. Cette même année, la nouvelle compagnie pétrolière française Elf annonçait l'existence de gisements pétroliers prometteurs dans la région de Port-Harcourt, au Biafra. L'enjeu des recettes pétrolières eut pour effet d'attiser le conflit. Le gouverneur militaire, le colonel Ojukwu, futur chef de la sécession, décida que les recettes pétrolières resteraient au Biafra, à titre de compensation pour les rapatriés. Sous sa direction, le Biafra déclarait son indépendance le 26 mai 1967, déclenchant une guerre qui allait durer deux ans et demi, jusqu'en janvier 70.

Un an plus tard, avec la chute de Port-Harcourt, le Biafra avait perdu ses champs de pétrole, les indépendantistes ne contrôlaient plus qu'un réduit de quelques milliers de km² où s'étaient regroupés plusieurs millions de personnes déracinées par la guerre et bientôt décimées par la famine. Sous l'égide de l'OUA, des négociations furent engagées en Ouganda, la reddition semblait proche. Alors qu'il avait laissé jusque-là les organisations humanitaires approvisionner le territoire insurgé, le général Gowon, chef de l'Etat nigérian, instaura un blocus pour forcer les négociations. Le CICR et un ensemble d'associations (essentiellement chrétiennes) opéraient à partir de l'île espagnole de Santa Isabel, au large de la Guinée équatoriale et c'est ce ballon d'oxygène que les militaires voulaient supprimer. Ils n'y sont parvenus qu'en partie car les organisations chrétiennes, quand la famine est devenue cataclysmique, ont repris leurs vols, clandestinement, à partir de l'île portugaise de Sao Tome et le CICR, en dépit de son habituel légalisme, a suivi.

En juillet 68, les images de la famine arrivaient en France, soulevant une grande émotion. Des collectes furent organisées, la Croix-Rouge reçut de nombreux dons, tandis que le gouvernement exprimait son soutien à la cause de l'indépendance biafraise.

A l'automne 68, avec l'accord des autorités ivoiriennes et gabonaises, le gouvernement français mobilisait la Croix-Rouge et mettait en place, dans un même mouvement, un dispositif clandestin d'assistance militaire. Sous la direction d'un mercenaire américain, des pilotes français, rhodésiens, sud-africains et portugais, convoyaient des armements depuis le Portugal jusqu'au réduit biafrais *via* Sao Tome où ils embarquaient équipes humanitaires, médicaments et vivres. La France et l'Afrique du Sud finançaient conjointement ce pont aérien. L'enjeu était d'affaiblir le Nigéria au profit des pays amis de la France qui l'entouraient.

Sur le terrain, les mercenaires comme les médecins étaient séduits par ce qu'ils voyaient du Biafra, comme le montrent leurs témoignages. Les Biafrais étaient décrits comme une élite méritant le soutien de la France. On louait leur endurance, leur courage, leurs capacités d'organisation et on soulignait la grande admiration de leur chef pour le Général de Gaulle ainsi que leur amour de la culture et de la langue françaises. C'était d'ailleurs surtout les médecins humanitaires qui s'exprimaient sur ce registre. Leurs témoignages donnaient des Biafrais une image idéalisée, leur attribuaient des traits de civilisation et d'humanité comme pour faire ressortir la barbarie et la cruauté de leurs persécuteurs. Quant aux détournements de fonds et autres comportements discutables, ils n'étaient que rarement et allusivement évoqués. Tout ce discours avait pour effet de fabriquer un coupable idéal, le gouvernement nigérian. Alors que pour le général Gowon, ce qui était en jeu, c'était l'unité du pays.

L'aide militaire et alimentaire envoyée à ce moment permit à la sécession de briser le front nigérian et de reprendre l'initiative au moment où l'offensive fédérale semblait irrésistible. Outre l'assistance directe, la France organisa un soutien diplomatique africain. La Côte d'Ivoire et le Gabon y jouèrent les premiers rôles, avec la Tanzanie et la Zambie, prochinoises et donc adversaires des « amis » de l'URSS. Mais elle passa aussi un accord avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie : pour ces pays, et sans doute aussi pour la France, le combat des Biafrais croisait celui du « monde libre » contre l'« arabo-islamisme » et le communisme. Le Portugal de Salazar, par où passait le gros du ravitaillement, faisait partie de cette coalition. Comme les pouvoirs blancs d'Afrique australe, il voyait là l'occasion de faire remonter le classique thème colonial de l'incapacité des Africains à se gouverner eux-mêmes.

Le Biafra était une terre de mission évangélique, ce qui donnait à la situation l'allure d'une guerre entre chrétienté et Islam. Une centaine de missionnaires irlandais y étaient à l'œuvre, ainsi que des dizaines de missionnaires protestants. Cette dimension fut utilisée comme levier de mobilisation en direction des chrétiens. Elle explique le caractère massif de l'engagement de Caritas internationalis et du Conseil œcuménique des églises, organismes fédérateurs respectivement catholique et protestant. Regroupés dans un organe créé pour la circonstance, le Joint Church Aid, ils mirent progressivement en place un pont aérien allant à certains moments jusqu'à 450 vols par mois. Tout cela de nuit et au risque de la DCA fédérale.

Parmi les plus acharnés des défenseurs de la cause biafraise se trouvaient les prêtres irlandais. Dans leur dénonciation des crimes de l'armée fédérale, se jouaient deux conflits cardinaux : celui de « la croix contre le croissant », mais aussi celui de l'Irlande contre l'Angleterre coloniale. L'organisation qu'ils avaient créée, *Irish Concern*, se référait à la grande famine irlandaise de 1846-47, conséquence directe de la domination coloniale britannique sur l'Irlande et responsable de la mort de plus d'un million de personnes. Les Biafrais d'aujourd'hui étaient les Irlandais d'hier et devenaient l'instrument d'une revanche contre l'ennemi commun, Londres.

C'est sur ce registre passionnel que la France, en introduisant l'accusation de génocide, a choisi de se situer. L'indépendance du Biafra étant politiquement indéfendable, c'est le droit à la vie des Biafrais menacés d'extermination qui devait être mis en avant. Il s'agissait de faire de ce conflit une guerre à la vie à la mort. Ce fut le travail réalisé par *Mark Press*, une agence de communication politique, recrutée par les services spéciaux français et qui introduisit le thème du génocide. Sur le terrain, les journalistes contactés et envoyés par *Mark Press* étaient pris en charge et étroitement encadrés par l'*Overseas Press Service*, qui leur donnait à voir l'auto-organisation des Biafrais, la résistance des combattants et surtout l'agonie des civils. Pour leur permettre de gagner du temps, les autorités allèrent jusqu'à créer un « parc » d'affamés : des centaines de personnes mouraient de faim dans cet enclos, attendant les caméras. En cette période récemment marquée par de grands procès de criminels nazis (procès Eichmann en 61, procès de Francfort en 65), le parallèle avec l'extermination des juifs s'imposait. On parlait des Biafrais comme des « juifs » de l'Afrique et le réduit biafraise était comparé au ghetto de Varsovie.

Le gouvernement nigérian ne déserta pas le terrain de la communication. Il organisa des visites internationales des zones de combat et des territoires reconquis, où vivaient des millions d'Ibos, et fit valoir son point de vue. Il put montrer que les Ibos vivant sous sa juridiction étaient traités comme les autres Nigériens et convaincre des députés français qu'il n'avait aucune intention génocidaire. Au tournant 68-69, des tribunes de presse se répondaient les unes aux autres dans un débat lancé par le député Aymar Achille-Fould qui avait conduit une délégation du côté nigérian et qui réfutait l'existence d'un génocide. La polémique était vive. Une trentaine de médecins, journalistes et pilotes ayant travaillé au Biafra publièrent en février une lettre ouverte dans laquelle ils parlaient du « génocide actuel », de « camps de

la mort » et accusaient les diverses délégations, française et internationales, de ne pas être allées sur les lieux. Plusieurs des futurs fondateurs de MSF en étaient signataires. Dans une autre lettre ouverte, d'éminents intellectuels de gauche (Sartre, Beauvoir, Vidal-Naquet et Lanzmann, entre autres) faisaient du combat contre le « génocide » en cours en Biafra « celui de la gauche tout entière ». Les images d'enfants décharnés, évoquant celles de l'ouverture des camps nazis, vinrent authentifier ces dénonciations. Les gaullistes ne furent pas en reste : ils lancèrent un appel à la reconnaissance du « droit du Biafra à l'indépendance » où l'on retrouvait notamment de nombreux anciens ministres. Eux aussi dénonçaient un génocide. La gauche non communiste et la droite gaulliste se rangeaient aux côtés des insurgés. Les communistes, de leur côté, soutenaient le gouvernement fédéral, dont le principal fournisseur d'armes était l'Urss, bien avant la Grande Bretagne.

Ainsi, le soutien matériel et politique de la France avait sauvé *in extremis* la sécession, et la radicalisation de ce conflit, induite par le recours à la thématique du génocide, avait donné un second souffle aux plus intransigeants des indépendantistes biafrais, prolongeant une guerre sans issue et provoquant un énorme surcroît de pertes humaines.

Rony Brauman, enseignant, chargé de recherche à la Fondation MSF, ancien président de Médecins Sans Frontières.